



LOI UNIQUE: NON NON

**1960-61**

# La grève du siècle

*Ligue Communiste des Travailleurs*

A l'occasion de l'importante vague de mobilisation qui a secoué la Belgique entre novembre et décembre 2014, et qui a trouvé son apogée le 15 décembre avec la grève générale, certains n'ont pas hésité, dans leur enthousiasme, à comparer celle-ci avec la grève générale de l'hiver 1960-61, qui est entrée dans l'histoire du pays comme la grève du siècle. Une rétrospective est donc opportune. \*

*Ligue Communiste des Travailleurs  
lct.cwb@gmail.com  
Section belge de la  
Ligue Internationale des Travailleurs -  
Quatrième Internationale*

# 1960-61

# La grève du siècle

\* La comparaison – et le contraste – entre les deux grèves est développée dans un article de Presse Internationale n° 98 de février 2015.

## Un tournant dans le capitalisme belge

« La grève du siècle s'est déroulée dans le cadre d'un Etat unitaire belge, mais elle a mis en lumière les contradictions du développement inégal et combiné du capitalisme en Belgique. »<sup>1</sup> La fin des années 1950 marque un tournant, appelé parfois la fin du « capitalisme de papa ».<sup>2</sup> Dans un monde de plus en plus globalisé, le grand capital financier belge se débarrasse d'un outil de production devenu obsolète, aux frais de l'Etat, et il investit son argent récupéré dans des alliances avec les multinationales, auxquelles il met à disposition une abondante main-d'œuvre qualifiée. L'outil obsolète se trouve surtout dans la région de Sambre et Meuse, alors que les nouvelles unités de production s'installent de préférence dans le « plat pays », profitant, entre autres, d'installations portuaires et de transport fluvial bien équipées, et surtout d'une main d'œuvre qui ne doit plus faire la navette vers le Sud.

Cette mutation, accentuée les dernières années de la décennie par la perte d'une immense exploitation coloniale directe, exige une réduction importante du coût de cette main-d'œuvre, qui avait acquis, par des luttes tenaces, un pouvoir d'achat et des droits syndicaux considérables, en comparaison avec leurs camarades de classe dans les pays voisins, sièges de ces multinationales. C'est dans ce cadre que les travailleurs réagissent.

La question royale en 1950 marque un regain des luttes.<sup>3</sup> Après une semaine

\* Au lendemain de la capitulation de la Belgique, dans la Seconde Guerre mondiale (28 mai 1940), le Roi Léopold III, qui manifestait une certaine sympa-

de grève générale (23 juillet – 1er août) et l'assassinat de 4 manifestants par la gendarmerie à Grâce Berleur, les socialistes, les communistes et les opposants au Roi dans le mouvement wallon décident de marcher sur Bruxelles, et on commence à parler de la formation d'un gouvernement wallon séparatiste. La Marche n'aura pas lieu, parce que la bourgeoisie décide finalement de sacrifier un roi pour sauver la monarchie.

En 1954, une coalition du Parti Socialiste Belge (PSB) avec les libéraux met fin à 4 ans de gouvernement homogène du PSC/CVP (les « catholiques »). Et sous la pression d'une aile gauche dirigée par André Renard, un Congrès de la FGTB adopte alors un programme de « Réformes de structure », réaffirmé lors du Congrès de 1956, et que l'on qualifierait aujourd'hui d'« anticapitaliste ».<sup>4</sup>

thie pour le nouveau régime en Allemagne, suscitant le mécontentement de Churchill, avait été déclaré « dans l'impossibilité de régner » par le gouvernement belge. Ce n'est qu'en 1950 que la question de la fin de cette impossibilité fut mise à l'ordre du jour, avec un référendum non contraignant, le 12 mars 1950. La Wallonie rejeta le retour, mais le vote favorable en Flandre fit pencher la balance du pays pour le retour. Après la manifestation du 30 juillet 1950, la bourgeoisie décida finalement de transmettre le pouvoir du Roi à son fils Baudouin, et Léopold III abdiqua formellement un an plus tard.

\*\* L'origine du concept remonte à la crise du capitalisme libéral dans les années 1930, et le « Plan » alors défendu par Henri de Man. Le terme était déjà employé par Renard dans un article de Syndicat du 5.7.1947, au lendemain de la guerre (où il avait participé activement à la Résistance). Il lui donnait alors le sens de « la participation des travailleurs au contrôle et à la direction des affaires économiques ». Et en 1948, il affirmait encore que « jamais nous ne nous intégrerons dans le régime » et que l'objectif

Renard soulignait explicitement que le programme ne mettait pas en question « le problème de la propriété ». Il se méfiait « de toute mystique révolutionnaire » que l'on pourrait lui attribuer et il refusait de qualifier le programme comme « anti-capitaliste ».<sup>4</sup> Il proposait que les travailleurs doivent « collaborer activement à la politique d'expansion économique par l'augmentation de la productivité » afin « d'inspirer la politique économique du gouvernement ».<sup>5</sup>

Le mot d'ordre, un peu édulcoré et rebaptisé « Opération Vérité », sera formellement adopté par le congrès de 1959 du PSB

(alors dans l'opposition), sous la forme de plusieurs « Conseils de contrôle » et de « Sociétés nationales » pour les charbonnages, l'électricité et le gaz, qui seront finalement autant d'instruments pour socialiser les pertes suite au déclin de la sidérurgie wallonne.

était « d'ouvrir des brèches dans le mur du capitalisme » (Volonté, 17.07.1948).

Entre-temps, les luttes continuent, en particulier dans le Sud du pays sous la direction de Renard. En 1957, une grève des métallos contre le gouverne-

ment « socialiste » de Van Acker, revendiquant l'ampliation du congé payé, s'étend sur trois semaines et obtient gain de cause.<sup>6</sup> Les travailleurs retirent finalement leur confiance dans le PSB aux élections de juin 1958, et les catholiques, maintenant en coalition avec les libéraux, reprennent leur place avec le même Gaston Eyskens du gouvernement de 1950 aux commandes.<sup>7</sup> Et quand le Conseil national des charbonnages décide, le

9 février 1959, de fermer tous les puits, les mineurs borains, sans attendre le mot d'ordre de Renard qui se limitait à

\* Ils en profitent pour concocter un nouveau Pacte scolaire en faveur de l'enseignement « libre » (essentiellement catholique). La coalition PSB-libéraux de 1954-1958 avait repris sa revanche sur le cléricalisme des catholiques, en ce qui concerne les faveurs octroyées à l'enseignement libre. Après deux ans de « guerre scolaire », les trois « piliers » sont finalement arrivés à un compromis, le Pacte scolaire, voté le 29.05.1959.

### Le programme de réformes de structure

- Planification de l'économie, avec large création de nouvelles entreprises publiques pour assurer le plein emploi et l'avenir de tout le pays, pour sauver la Wallonie de la désindustrialisation et la Flandre de la sous-industrialisation ;
- Nationalisation de l'énergie ;
- Contrôle des holdings, pour libérer la nation des contraintes de la haute finance ;
- Gratuité des soins médicaux et des produits pharmaceutiques ;
- Réforme fiscale qui détaxe les petits, met au pas les fraudeurs du fisc, et accroît l'imposition des gros revenus, de la fortune acquise et des grands héritages.



appeler « à l'action », déclenchent une grève qui s'étend rapidement à tout le Hainaut.<sup>7</sup> Un mois plus tard, ce sont les travailleurs flamands transfrontaliers des mines et du textile qui font grève à cause de la dévaluation du franc français. Et le 11 novembre 1959, 35 000 pay-sans marchent sur Bruxelles.

Qu'à cela ne tienne. Le gouvernement Eyskens va de l'avant, argumentant que la dette publique atteint 400 milliards de francs. Le 4 novembre 1959, un projet de loi – la « Loi unique » – attaque durement les acquis des travailleurs, avec, entre autres, l'augmentation de l'âge de la pension et du montant des cotisations dans le secteur public, des restrictions dans les allocations de chômage, le nivellement vers le bas de certains salaires, l'augmentation des impôts

indirects (non proportionnels au revenu) et des « incitants » aux patrons pour les investissements. Toute coïncidence avec les grands axes des attaques actuelles de la bourgeoisie envers le monde du travail n'est pas due à un hasard.

Les travailleurs réagissent au quart de tour, sans attendre un mot d'ordre de la direction syndicale nationale.<sup>8</sup>

**Une grève générale spontanée**

Les parlementaires du PSB, dans l'opposition, réagissent en se disant « *prêts, mobilisés, sur la brèche au parlement tous les jours* », mais pour eux « *les travailleurs ne sont pas disposés à la lutte, ils sont embourgeoisés...* ».<sup>9</sup> Le fait est qu'ils avaient l'espoir de profiter de l'occasion pour retourner au gouvernement. A un moment de la grève, ils diront à

Eyskens : « *Ne vous fatiguez pas. Il ne s'agit pas de la Loi unique, mais de votre départ. Le gouvernement doit démissionner.* »<sup>10</sup> Les travailleurs ne le voyaient toutefois pas de la même façon.

Le 12 décembre, les agents communaux de la CGSP décrètent une grève générale illimitée pour le 20 décembre, le jour où le gouvernement allait commencer la discussion de la Loi unique au Parlement. Le mercredi 14 décembre, une immense manifestation à Liège exige le retrait de la loi.<sup>11</sup> Et l'idée circule d'une grève générale de 24 h pour le lendemain, mais c'est le jour du mariage royal et les patrons décrètent un jour de congé pour tout le pays.

Le 16 décembre, le Comité National de la FGTB essaye de prendre en main la riposte, en décrétant une « *journée nationale d'action* » pour le 1er janvier 1961. Le courant de gauche d'André Renard avait proposé une grève générale de 24 h pour ce jour, mais la proposition avait été rejetée par une courte majorité. Toutefois, les travailleurs à la base n'auront pas tant de patience.

Le lundi suivant, le 19 décembre, les travailleurs des ateliers de Cockerill-Ougrée à Liège, en assemblée, s'insurgent contre la direction de la FGTB qui « *évite de prendre ses responsabilités [...] en fixant la date de la lutte beaucoup trop tard* ».<sup>12</sup> Et ce même lundi, les travailleurs d'ACEC à Charleroi décident en assemblée de partir en grève le lendemain, rejoignant le mot d'ordre qu'avait lancé déjà la CGCP pour le 20 décembre.<sup>13</sup> Ils font une grande manif pour sensibiliser les autres usines. Puis les travailleurs de la verrerie *Gobbe* se

réunissent en assemblée générale en arrivant à l'usine, décident de se mettre en grève et partent immédiatement vers d'autres usines de la branche pour les faire débrayer.<sup>14</sup> A Glaverbel-Gilly, les travailleurs s'adressent d'abord au délégué, qui « attend des mots d'ordre de la centrale », puis rentrent dans l'usine où les travailleurs décident sans tarder d'adhérer au mouvement. Et une partie des travailleurs accompagnent ceux de Gobbe vers l'usine de Splintex. Près de 15 000 ouvriers étaient occupés dans le secteur de la verrerie, essentiellement dans le bassin de Charleroi.

Les employés communaux de Seraing débrayent aussi et se rendent à l'usine de Cockerill, où les travailleurs débrayent sans attendre de mot d'ordre syndical. Puis ceux-ci donnent un coup de main aux cheminots pour une petite intervention sur les locomotives à vapeur, qui les



rendent inutilisables pour un bon moment.<sup>15</sup>

Les sidérurgistes partent en moto vers d'autres usines métallurgistes de la région, où les travailleurs débrayent aussi. Et la grève s'étend ainsi dans toute la région.

A Bruxelles, ce sont aussi les communaux de la CGSP qui lancent l'action le 20 décembre, toutes communes confondues. Les cheminots suivent aussitôt, et les postiers débrayent le 22, occupant le centre de tri de Bruxelles X, malgré l'occupation des locaux par la gendarmerie. Et Gazelco ne tarde pas à suivre le mouvement.<sup>16</sup>

En Flandre, une première manifestation contre la Loi unique s'était déjà déroulée à Anvers, en front commun, le 8 octobre. Le 13 décembre, des travailleurs gantois avaient déjà fait un arrêt de travail de deux heures contre la Loi unique. Et le 20 décembre, les débrayages spontanés se multiplient aussi à Gand et à Anvers. « *Durant la première semaine de la grève, de nombreuses sections de la CSC, sur le plan local, se jetèrent dans la lutte avec les camarades de la FGTB : les cheminots de la gare de Bruges, les postiers d'Alost, les communaux d'Anvers.* » Ces communaux vont entraîner dans la lutte dès le premier jour les dockers, qui constituent spontanément un comité d'action, et 100 navires restent bloqués au port. Suivent les métallos de Cockerill-Hoboken, Bell Thélephone, les réparateurs de navires, les conducteurs de tram, les ouvriers du pétrole, etc. Mais « *après le coup de crosse de [l'évêque de] Malines, du jour au lendemain, les permanents syndicaux*

*de la CSC se transformèrent en briseurs de grève, épaulés par la gendarmerie* ». <sup>17</sup>

La Régie de l'électricité de Gand sera occupée par les grévistes du 20 au 30 décembre. C'est la seule entreprise occupée par les travailleurs lors de cette grève. Le 21, la centrale chrétienne des services publics d'Anvers convoque une assemblée générale réclamée par la base. Celle-ci exige – et obtient – un vote secret concernant l'adhésion à la grève, qui donne 579 voix pour, 505 contre et 42 abstentions.

Le 21 décembre, la direction de la FGTB-Liège approuve la grève. Mais le secrétaire général de la FGTB et député socialiste d'Anvers, Louis Major, déclare dans une conférence de presse à la Maison du Peuple à Bruxelles que « *la FGTB n'est pas pour la grève générale. Elle n'a donné aucun ordre dans ce sens.* » Et un communiqué de la CSC « *invite ses membres à ne pas participer à des grèves qui, visiblement, ont un caractère politique* ». <sup>18</sup> « *Mais à Liège en tous cas la plupart des travailleurs affiliés à la CSC se joignirent spontanément à la lutte, sans obéir au cardinal [Van Roey, qui avait condamné la grève en termes violents] ni à leur syndicat.* » <sup>19</sup> Le même jour, Major doit bien se rendre à l'évidence qu'il ne parvient pas à « contrôler ses troupes ». Dans une intervention à la Chambre des députés, il s'excuse : « *Nous avons essayé, Monsieur le Premier ministre, par tous les moyens, même avec l'aide des patrons, de limiter la grève à un secteur professionnel.* » <sup>20</sup> Et deux jours plus tard, le président national de la CSC, Auguste Cool, déclare aussi au gouvernement : « *Je ne tiens plus mes troupes en main. En*

*dépît de mes consignes, les syndiqués chrétiens fraternisent de plus en plus avec leurs collègues socialistes.* » <sup>21</sup> Eyskens confirmera, 25 ans plus tard : « *Si j'ai pu résister, c'est uniquement parce que j'avais l'appui inconditionnel des syndicats chrétiens et du Mouvement Ouvrier Chrétien, aussi bien en Wallonie qu'en Flandre et à Bruxelles. Ils m'ont soutenu, jour après jour.* » <sup>22</sup>

Le jeudi 22, le gouvernement lui-même constate que « *la plupart des arrêts de travail constatés depuis mardi paraissent révéler une agitation sociale désordonnée, déclenchée par des meneurs en marge de leurs organisations syndicales* ». <sup>23</sup>

C'est bel et bien une grève générale spontanée qui se met en route. Dans *La Gauche* du 24 décembre 1960 – qui ce vendit à 3 500 exemplaires à Liège – Ernest Mandel disait que « *c'est un nouveau 1936, un nouveau 1950* », mais avec dans la classe une conscience qui a avancée : « *Des années de propagande inlassable lui ont appris quelle doit être la prochaine tranche : les réformes de structure.* » Et face à la possibilité d'obtenir satisfaction par un retour du PSB au gouvernement, il établit la ligne rouge : « *Que le nouveau gouvernement abandonne la loi unique [... et] que l'essentiel des réformes de structure soit retenu en tant que plate-forme ministérielle.* » \*

\* Mandel précise qu'il « *n'est nullement indispensable de participer au gouvernement pour obtenir satisfaction sur l'essentiel. Sous la pression de la grève, le Parlement peut être amené à refuser la loi unique, et à prendre en considération d'autres projets de loi.* »



Et toutes ces forces très combattives cherchent une direction...

### Une grève insurrectionnelle et révolutionnaire

Le 21 décembre déjà, le PSC qualifie la grève d'insurrectionnelle (une épithète contre lequel le journal *Le Peuple* du lendemain s'indigne). Le samedi 24, à la veille de Noël, c'est le Premier ministre lui-même qui dénonce les manœuvres « insurrectionnelles » des grévistes. Et si la CSC refuse toujours d'appeler à la grève, c'est précisément à cause du « caractère insurrectionnel de la grève politique ». <sup>24</sup> Le 27 décembre, c'est le journal *L'écho de la Bourse* qui dit que « *le caractère insurrectionnel de la grève socialo-communiste éclate au grand jour. [...] Si [le gouvernement] devrait céder à la rue, ce n'est pas la Loi unique qui tomberait, c'est le régime démocratique si malade qui s'écroulerait.* »

Pour Trotsky, le critère pour qualifier une action comme révolutionnaire est que les masses prennent en main leur propre destin, ce qui est clairement le



cas ici. Et en dépit du fait que le lundi 26, le Bureau de la FGTB tient à préciser que « son action est dirigée contre la Loi unique et non contre les institutions démocratiques »,<sup>25</sup> il est clair que non seulement l'exigence d'un changement de gouvernement est omniprésente (avec des expressions radicales comme « Eyskens au poteau »), mais qu'il y a aussi une exigence de changement dans le régime. Le programme de « Réformes de structure », en dépit de toute son ambiguïté et ses restrictions très importantes dans la conception

d'André Renard, en est une expression. Et en Wallonie, la question royale est encore dans la mémoire et les cris « Vive la République » accompagnent souvent les manifestations.

Pour le gouvernement, le 24 décembre, « il est clair que cette grève présente de plus en plus un caractère révolutionnaire, voire insurrectionnel, qui pourrait compromettre le régime et l'unité du pays ».<sup>26</sup> Cette appréciation de la bourgeoisie se confirme, au fur et à mesure que la grève se développe. « Il n'y a pas que la Loi unique qui est en cause. [...] Il serait dangereux de laisser plus longtemps certains esprits s'échauffer sur des problèmes dont dépend l'existence même de la nation. »<sup>27</sup> Et 25 ans plus tard, Eyskens confirme que c'était bel et bien « une remise en cause du régime parlementaire » à laquelle « il ne pouvait pas céder ».<sup>28</sup>

Une fois n'est pas coutume, mais le gouvernement est d'accord avec Trotsky : « *Quels que soient les mots d'ordre et les motifs pour lesquels la grève s'est déclenchée, si elle implique réellement les masses et si les masses sont profondément décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement à toutes les classes de la nation la question : qui sera le maître de la maison ?* »<sup>29</sup>

D'autre part, les moyens mis en œuvre dans la lutte, avec les barricades, les affrontements avec la police et l'armée pour défendre les piquets, parfois des actes de sabotage<sup>30</sup> pour empêcher l'intervention de la répression, et un début d'auto-organisation de la classe dans les *Comités de grève*, soutiennent ce caractère révolutionnaire. Ces Comités commencent aussi à prendre parfois en charge des tâches réservées à l'Etat, comme le contrôle du trafic routier ou de l'approvisionnement en produits de première nécessité et l'ouverture des magasins.\*

Les appels aux forces de l'ordre de ne pas réprimer le mouvement se répètent. Le 24 décembre, le journal *La Wallonie* appelle ouvertement les troupes de l'armée de « croiser les bras, si on vous demande de travailler à la place des ouvriers » et de « fraterniser avec les

\* Les trotskystes de *La Gauche* ont lancé le mot d'ordre de Coordination nationale des Comités de grève, « conforme à leur doctrine », à Charleroi, mais pas à Liège, parce que dans cette ville, « cela serait apparu aux yeux des grévistes comme une distance – sinon un désaveu – envers l'autorité des délégations syndicales et de Renard lui-même. Nous aurions alors perdu toute l'influence que nous avons gagnée. » Voir G. Dobbelaer dans *La Gauche* de novembre-décembre 2010.

grévistes » si on ordonne la répression.<sup>31</sup> Le gouvernement, pour sa part, répond en saisissant le journal. Le même jour, veille de Noël, un piquet d'ACEC prépare la soupe pour les grévistes et les soldats.



### La bureaucratie syndicale essaye de prendre le contrôle sur la grève.

« Les parlementaires et les dirigeants syndicaux sentent à un moment donné la nécessité de donner une issue à la colère accumulée dans les masses, ou bien sont tout simplement obligés de monter en marche dans le mouvement qui a éclaté par-dessus leurs propres têtes. Dans de tels cas, ils escaladent en toute hâte l'escalier de service pour rencontrer le gouvernement et obtenir sa permission de prendre la tête du mouvement de grève générale, avec l'engagement de leur part d'y mettre un terme aussi rapidement que possible et sans dommage pour la façade de l'Etat. »<sup>32</sup>

La direction nationale de la FGTB se plaint de ne pas être invitée aux négociations avec le gouvernement (qui discute avec la CSC). Entre-temps, le jeudi 22, Léo Collard, le président du

\* Cela ne veut pas dire que la Belgique connut alors une « situation révolutionnaire ». Même si « ceux d'en bas ne voulaient plus être gouvernés comme avant », à aucun moment, « ceux d'en haut » n'ont perdu quelque peu la capacité de régner. Et ne parlons pas du facteur subjectif, un parti implanté dans les masses avec un programme de prise du pouvoir par les organisations de la classe ouvrière.

PSB, déclare au Parlement que « *la loi ne sera pas appliquée. Tout le pays se lèvera pour s'y opposer* ». Mais ce même jour, le Parlement est mis en congé jusqu'au 3 janvier. Le Parti Communiste propose toutefois aux grévistes, le samedi 24 sur la Une du *Drapeau Rouge*,<sup>33</sup> d'envoyer une lettre aux parlementaires libéraux et chrétiens, espérant qu'au retour, le 3 janvier, « *leur avis aura changé* », à moins qu'ils ne soient « *mal informés* », et leur demandant dans ce cas de « *prendre contact avec les assemblées populaires et les organisations responsables. [...] De cette façon, le 3 janvier, vous pourriez mieux faire comprendre au gouvernement la volonté de la population ; c'est-à-dire le retrait de la Loi unique.* »\*

Sur le terrain, une première tentative de la direction de la FGTB consiste à régionaliser le conflit. Son intention était de « *planifier la grève par l'expansion de celle-ci suivant un calendrier échelonné* », mais des travailleurs qualifiés « *d'extrémistes, de révolutionnaires, ont précipité le déclenchement de l'action.* »<sup>34</sup> Le 21 décembre, « *le Comité exécutif de la FGTB de la région de Charleroi [...] a décidé la*

*grève générale dans la région à partir du jeudi 22 décembre* ».<sup>35</sup> Et ce Comité insiste sur le fait que « *tout mouvement est conditionné par la discipline et le respect des décisions prises par les instances régulières seules qualifiées* ». Il faut savoir que, dans cette région, 40 % était déjà contrôlé par les Comités de grève. Le mercredi 28, la régionale de la FGTB de Gand décrète la grève régionale à Gand, et la régionale de la FGTB d'Anvers décrète la grève régionale à Anvers. C'est qu'entre-temps, à Anvers, les centrales de la CSC avaient décrété la grève le 23 décembre ; et à Gand, le samedi 24, les grévistes de la CSC s'étaient rendus massivement au siège de celle-ci pour réclamer un mot d'ordre de grève.

La grève arrive à son pic vers la fin de l'année. Le 29 décembre, une mobilisation réunit 30 000 participants à Anvers, et 10 000 à Bruxelles. Au Sud du pays, on « *salue les débrayages nouveaux dans de nombreuses régions de Flandre et de Bruxelles* ». La confrontation avec les « *forces de l'ordre* » devient de plus en plus violente. La grève est alors à tel point générale que le secrétaire général de la FGTB, Louis Major, opte pour déclarer dans une allocution : « *Il faut poursuivre la grève jusqu'à la victoire finale.* » La direction nationale de la FGTB ne décrètera toutefois jamais la grève générale.

Léo Collard, le président du PSB, pour sa part, déclare à la presse que les socialistes « *sont prêts à rechercher une solution* » avec le gouvernement. L'*Action Commune Socialiste*<sup>36</sup> se met à la tâche.

\*\* Un instrument créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, qui réunissait les trois « bras » des



Une délégation est reçue par Eyskens, à qui elle remet une lettre pour dire, entre autres, que « *les grévistes ne mettent pas en cause les institutions démocratiques* ». Mais le lendemain, quand un député socialiste annonce, le 30 décembre, à la Maison du Peuple à Bruxelles, que l'*Action Commune* décide de ne plus organiser des manifestations avant le 4 janvier, et demande aux grévistes de « *garder leur calme pour ne pas faire le jeu des provocateurs* », il est hué par la foule.<sup>36</sup> Dans la manifestation qui suit, un passant, le chômeur François Vanderstrappen, est assassiné. La presse constate que ces « *milliers de grévistes n'avaient pas de chef: la marche à travers la ville fut organisée contre la volonté des dirigeants socialistes, à l'appel de quelques meneurs* ».<sup>37</sup>

socialistes : le parti, le syndicat et la mutuelle.

Un député socialiste constate que « *cette grève dépasse tout ce qui était prévu. [...] La lassitude des manifestants après deux réveillons... je n'y crois pas. [...] Cette manifestation n'était nullement voulue par les dirigeants de l'Action Communiste Socialiste.* »<sup>38</sup> A Charleroi, 45 000 grévistes manifestent, et on entend le « *Aux armes, citoyens !* » de la marseillaise.

La direction nationale de la FGTB a de plus en plus de difficultés pour maintenir le mouvement sous contrôle. Elle prétexte éprouver des difficultés à payer les premières indemnités de grève, ce qui provoque des manifestations devant le local de la FGTB à Namur, le samedi 31 décembre. Dans un compte rendu d'une assemblée de grévistes à Liège de ce même jour, le *Drapeau Rouge* écrit : « *Les grévistes manifestent le désir*

\* Dans *La Gauche* du 24 décembre 1960, Mandel fait aussi appel aux parlementaires, mais dans un sens bien différent. Il invite les députés socialistes à déposer d'urgence une « *loi-cadre sur la réforme fiscale et les réformes de structure* » en reprenant « *l'essentiel du projet de réforme fiscale élaboré en commun par la FGTB et la CSC. La grève acquerrait ainsi un but positif à côté de son but oppositif.* » Cette intervention parlementaire aura lieu. Toutefois « *c'est avec un grand retard que fut soumis le mémorandum Collard (dirigeant du PSB, NDLR) fixant une "solution de rechange" à la "loi unique" comme objectif de la grève.* » (E. Mandel, *La grève: bilan et perspectives*, dans *La Gauche*, 28.01.1961).

d'entendre le bureau fournir des mots d'ordre plus précis pour la continuité de la lutte. » Et des cris de « Marche sur Bruxelles », « Marche sur Liège » fusent dans la salle.<sup>39</sup> Les travailleurs se rappellent le mot d'ordre de *Marche sur Bruxelles* de 1950, et la bourgeoisie aussi. Le 1er janvier, des troupes sont déplacées pour sécuriser la route de Mons à Bruxelles. On ne sait jamais... L'année se termine avec 700 000 travailleurs en grève depuis dix jours.

Le parlement reprend ses activités le 3 janvier, et la veille, on pouvait lire dans des graffiti sur les murs de Bruxelles : « *Le 3 au Parlement* ». Entre-temps, le PSB et le PC appellent au Roi, qui aurait été « mal informé » lors de sa lune de miel en Espagne. Le *Drapeau Rouge* dit que l'on a besoin du Roi pour que quelqu'un puisse recevoir la démission du gouvernement Eyskens. Mais ce même 3 janvier, 200 000 manifestants descendent dans la rue, aussi en Flandre, où la répression fait une vingtaine de blessés.

### Une direction alternative s'impose...

Faute d'une orientation et des mots d'ordre clairs de la part de leur direction traditionnelle, que ce soit dans le PSB, le PC, la FGTB ou la CSC, les travailleurs cherchent une direction alternative.



Au gouvernement des gendarmes  
*opposons*  
la démocratie des travailleurs  
**MARCHE SUR BRUXELLES**



### Pour arracher

- LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DE LA LOI UNIQUE
- LES REFORMES DE STRUCTURE

Nationalisation de l'Énergie - Plein emploi par la Planification  
Médecine gratuite - Contrôle des Holdings  
Réforme fiscale pour arracher 10 milliards aux fraudeurs

**WALLONS, FLAMANDS : Envoyez dès maintenant de grosses délégations dans la capitale !!!**

**BRUXELLOIS : Préparez des Comités d'Accueil !!!**

André Renard, la figure de proue d'une opposition au sein de la FGTB wallonne, devenu secrétaire adjoint de la FGTB en 1953, avait été poussé par sa base, à partir de la grève des mineurs borains de 1959, à avancer le mot d'ordre de grève générale.<sup>40</sup> Le 14 décembre 1960, dans un discours, il donne son accord de principe avec ce mot d'ordre.<sup>41</sup> Et le 17, il propose une grève générale de 24 h pour le 1er janvier 1961. Dépassé toutefois par l'appel de la CGSP, qui avait décrété, le 12 décembre, une grève

générale illimitée pour le 20 décembre, il se met à la tête du mouvement avec la création, le 23 décembre, d'un *Comité de Coordination des Régionales Wallonnes de la FGTB* (CCRW). Il devient vite très populaire, acclamé partout en Wallonie.

En Flandre aussi, on commence à solliciter la présence de Renard, mais celui-ci s'y refuse, sous prétexte qu'il ne veut pas entraver l'action de la direction de la FGTB en Flandre. Il félicite bien régulièrement « les camarades en Flandre » pour leur adhésion à la grève, mais le fait est qu'il accepte sans réserve la direction bureaucratique nationale de la FGTB pour la Flandre et Bruxelles et se réserve « l'opposition » uniquement en Wallonie. Il s'était investi profondément dans une politique de fédéralisme pour la Wallonie, surtout à partir de 1950.<sup>\*</sup>

A l'occasion d'une conférence de presse, le 29 décembre, Renard dit qu'il s'abstient de parler de grève générale, « *par esprit de compromis avec les dirigeants flamands de la FGTB* ». D'autre part, il commence à durcir le ton de ses discours avec une menace spécifique pour l'industrie verrière et la sidérurgie, situées essentiellement en Wallonie : la mise à l'arrêt des fours et des hauts-fourneaux, « *l'arme ultime de l'abandon total*

\* La tendance fédéraliste wallonne remonte au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le Congrès national wallon d'octobre 1945 vota à l'unanimité pour « *une collectivité locale wallonne, un pouvoir exécutif wallon, des institutions wallonnes* », après avoir écarté le projet de rattachement de la Wallonie à la France. Voir la brochure de la LCT *La crise institutionnelle belge*, § 1.2.11. *Le mouvement wallon*. (Disponible sur le site de la LCT <www.lct-cwb.be>)

de l'outil ».<sup>\*\*</sup> Mais le lendemain, lors d'un meeting de l'*Action Commune Socialiste* à Charleroi, Arthur Gally monte à la tribune devant 45 000 grévistes, il rappelle que « *de 600 000 à 700 000 grévistes sont à l'arrêt dans le pays* » et il conteste l'orientation fédéraliste de Renard : « *Camarades, il n'y a qu'un seul patronat, il n'y a qu'une seule Société Générale, il ne doit y avoir qu'une classe ouvrière*. » Et le socialiste anversois Jos Van Eynde, qui participe au meeting, répond à une foule qui ne cesse de scander « *A Bruxelles* » : « *Si, un jour proche, cette marche vers la capitale était décidée, on verrait les travailleurs flamands et wallons défiler fraternellement unis pour la même cause qui est celle de la vérité*. »<sup>42</sup>

Le 1er janvier 1961, *La Gauche* propose, dans un titre en rouge, la « *Marche sur Bruxelles* ». Dans le numéro suivant, l'hebdomadaire invite à préparer des Comités d'accueil à Bruxelles pour cette Marche. Ce mot d'ordre de « *Marche sur Bruxelles* » - présent dans la mémoire des travailleurs depuis la question royale en 1950, où il avait eu un début d'exécution et avait été décisif pour l'issue du conflit - marquera clairement les limites de la direction de Renard, qui s'y oppose. Le 3 janvier, le jour où le Parlement reprend ses activités, alors que le *Journal de Charleroi* titre que « *la grève s'est encore étendue dans certaines*

\*\* Les hauts-fourneaux et les installations de production du verre fonctionnent en continu, et leur arrêt implique des délais de semaines et des dépenses très importantes pour la remise en marche. De ce fait, pendant la grève, les syndicats acceptent d'organiser l'activité nécessaire pour les maintenir en fonction, avec une production réduite au minimum.

régions flamandes », dans un meeting où les grévistes scandent « A Bruxelles », Renard persiste et signe : « A Bruxelles, et après ? Il faut penser qu'il y a certains moyens qu'on n'utilise pas deux fois. » Et dans un autre meeting, le même jour, il explique qu'il s'agit d'éviter « des morts sur la route », en allusion à la fusillade de Grâce-Berleur de 1950.\*

**... et démobilise**

Le PSB essaye de reprendre le contrôle sur les travailleurs wallons en créant, le 2 janvier, le *Comité permanent des Fédérations wallonnes du PSB*. Et alors que le journal *Le Peuple* du mardi 4 titre que « de nouvelles forces se jettent dans le combat », le secrétaire national de la CGSP, Georges Debonne, invite les 15 000 manifestants réunis au centre de Bruxelles à se disperser et déclare que les manifestants ne doivent pas donner l'impression qu'ils ne s'entendent pas avec leurs dirigeants.

Le 5 janvier, le secrétaire régional de la FGTB bruxelloise, après avoir été hué à répétition dans un discours par les grévistes qui exigent la *Marche sur Bruxelles*, finit par annoncer que la Région bruxelloise « va demander » au Comité National de la FGTB un mot d'ordre de « Marche sur Bruxelles » et l'ordre de « grève générale » (qui est un fait depuis deux semaines). Et le même jour, les représentants du PSB et de la FGTB, y compris la CCRW de Renard, se réunissent et « estiment, à l'unanimité, qu'une solution peut être recherchée dans le cadre des pourparlers qui pourraient être menés à

\* Le PC s'oppose à sa manière à la Marche sur Bruxelles, exigeant « des délégations ouvrières au parlement ».

l'initiative du chef d'Etat ». L'Echo de la Bourse du lendemain constate que le gouvernement « s'est débarrassé de la pression de l'émeute ».<sup>43</sup>

Le fait est qu'à partir du début de janvier 1961, Renard commence à détourner la lutte vers un nouvel objectif, le fédéralisme, qui devrait maintenant aussi être l'instrument pour la « Réforme de structures ».

Quand *La Gauche* du 1er janvier 1961 appelle à organiser la Marche sur Bruxelles, Renard refuse que l'hebdomadaire soit dorénavant imprimé sur les presses de *La Wallonie*. Et le 5 janvier, il publie, comme rival de *La Gauche*, le premier numéro de *Combat*, un « hebdomadaire wallon d'action socialiste ».<sup>44</sup> La Une titre : *La Wallonie en a assez*. Et on y trouve de larges extraits de la fameuse *Lettre au Roi* de Jules Destrée.<sup>45</sup> Pour Renard, « ce que veulent les auteurs du projet de Loi unique, [c'est] punir la Wallonie socialiste. [...] Avec le projet de loi s'est précisée la menace [...] par une Flandre cléricale, donc conservatrice, à une Wallonie socialiste, donc progressiste. » Les travailleurs wallons en auraient assez « de ne pouvoir avancer, à cause d'une Flandre où souffrent nos camarades flamands, sur le chemin de la libération économique et sociale ». Pour Renard, maintenant, « la volonté des travailleurs à propos du projet de loi unique a provoqué – dès le 13e et le 14e jour de grève – le soulèvement des autres coupoles de tir : réformes de structure et fédéralisme ». L'article annonce « la deuxième phase de la grève générale », dans laquelle la mobilisation des travailleurs est remplacée par la menace de « l'arme

# COMBAT

**HEBDOMADAIRE WALLON D'ACTION SOCIALISTE**

N° 1 — 8 PAGES  
Jeudi 5 janvier 1961

TELEPHONE  
32.19.90  
(10 lignes)  
Rég. de la Région  
LARGE — C.C.P. 30100

PRIX : 4 FRANCS

## La Wallonie en a assez

### Vers le deuxième souffle

**A** cause de l'obstination du gouvernement, les heures qui viennent seront de plus en plus crues... Je n'avais pas voulu cela », proclamait Guillaume II, après la première guerre... En tout cas, ce que veulent les auteurs du projet de loi unique : punir la Wallonie socialiste, l'assomera cruel, car le peuple de Wallonie a dit « NON ».

A première vue (superficielle), il pourrait paraître étrange à certains qu'un projet de loi unique comme celui-ci en soit arrivé, en si peu de jours, à faire se poser le problème de la structure même de l'Etat.

Il n'y a absolument rien d'illégal dans cet enchaînement, au contraire. Si la grève est totale en Wallonie — à cause et contre le projet de loi unique — c'est précisément parce que les travailleurs wallons ont senti l'« entièresse » de la menace.

Seul le retrait par et simple, consistant dans l'unique objectif de la grève.

C'est dit, que l'émotion du gouvernement provoque, de jour en jour, la croissance de deux courants : les réformes de structure et la révision de la forme de l'Etat, rien d'étonnant.

N'est-ce pas, en effet, depuis des années que le programme de la P.A.L.E.S. a affirmé qu'au lieu de « traquer » le chômage et au lieu de revenir à l'« ancien » état de besoins de sinistre mémoire, il fallait — D'ABORD — organiser le plein-emploi par la planification...

Et, plus les jours avancent, plus la nécessité de solutions économiques et politiques fondamentales envahit les consciences wallonnes. N'annoncera-t-elle pas ceux qui ont voulu jusqu'ici ignorer les réalités wallonnes.

Le gouvernement avait cru se réserver, lors du projet de loi unique, tous les avantages : depuis celui de la surprise jusqu'à celui de la division des victimes.

L'affaire n'a pas pris, loin de là, le tour qu'il escomptait.

Après plus de deux semaines de lutte, les travailleurs wallons, en même temps que leur deuxième souffle sentent que toute la Wallonie, galvanisée comme elle ne l'a JAMAIS été, est derrière eux.

Voici venue la deuxième phase de la grève générale. Au travailleurs, maintenant, de déterminer l'instrument qu'ils vont retourner contre un gouvernement qui s'obstine à employer des gendarmes



ultime : l'abandon de l'outil ». Et dans le deuxième numéro de la revue, on apprend que « la frontière linguistique est aussi la limite de la grève générale qui paralyse le Sud de la Belgique, encore que d'importants îlots de résistance ouvrière aient été enregistrés en pays flamand, notamment à Anvers et à Gand ».

Le 6 janvier, la CCRW « a pris connaissance des nouveaux développements de la situation et a pris à l'unanimité les dispositions relatives à la poursuite de l'action jusqu'à la victoire complète. »<sup>46</sup> Ces « développements », ce sont, entre

autres, les 50 000 manifestants à Liège, qui veulent marcher sur Bruxelles, et que Renard exhorte maintenant à son tour à « la discipline » et « le calme ». Aux cris de la *Marche sur Bruxelles*, il répond « qu'au moment opportun, les dirigeants syndicaux sauront prendre leurs responsabilités ». Il répète la menace de « l'abandon de l'outil », mais en précisant que « pour cette arme redoutable, nous choisirons le moment opportun ». Et il propose aux travailleurs wallons « la grève perlée », pour « ne plus subir la domination cléricale flamande », à un moment où le pays

est encore complètement paralysé. Deux semaines plus tard, il dira <sup>47</sup> : « *Qu'au 12e jour de lutte contre le projet de loi soit venu se mêler à l'exigence syndicale, la revendication de tout un peuple wallon qui accumule d'innombrables griefs depuis des années, quoi de plus naturel ?* »\*

Pour la bourgeoisie, le moment est venu pour accentuer la répression. Lors de la manifestation à Liège, dans un affrontement pendant sept heures avec la police, deux travailleurs sont assassinés et on compte 75 blessés (dont 49 parmi la police et la gendarmerie).

Le prestige de Renard reste toutefois haut. Le 9 janvier, le meeting de la FGTB à Charleroi réunit encore 25 000 grévistes qui n'avaient jamais eu l'occasion d'écouter Renard, parce que le président régional, Arthur Gailly, n'en voulait pas. Et c'est l'occasion de huer Gailly et d'exiger la présence de Renard, qui ne viendra pas. Là aussi, le cri dominant est « à Bruxelles », un cri auquel Renard ne doit pas répondre cette fois. Le lendemain, c'est à Anvers qu'un orateur qui s'adresse à 20 000 manifestants est interrompu par le cri « Renard à Anvers ». Il n'ira pas. Et le jour après, dans une manifestation de 25 000 à Mons, lorsqu'un orateur, parlementaire du PSB, est hué par la foule, Renard intervient... pour qu'on laisse parler le type.

Le gouvernement, pour sa part, rappelle 3 000 soldats des troupes stationnées en Allemagne. Et alors que des

ouvriers révoltés commencent à exiger des armes, dans une confrontation avec la gendarmerie à Charleroi, l'ancien Premier ministre du PSB, Achiel Van Acker, et le secrétaire général de la FGTB, Louis Major, acceptent de discuter de la Loi unique et proposent deux amendements. A cette occasion, Van Acker déclare qu'il « *comprend que le gouvernement fasse le nécessaire pour maintenir l'ordre. A sa place, j'en ferais autant.* »<sup>48</sup> En récompense, Eyskens demande au parlement d'accepter les amendements.

A partir de ce moment, la grève commence à s'essouffler et se cantonne de plus en plus aux centres industriels en Wallonie et en Flandre. La bourgeoisie attaque directement les piquets de grève. Le PSB dit qu'il va maintenant « lutter contre l'application » de la Loi. Le même jour, les parlementaires socialistes et la FGTB de la Wallonie se réunissent à Saint-Servais et décident... de recourir au Roi pour proposer « *des mesures pour sortir de l'impasse* ». Des mesures qui « *réclament pour la Wallonie le droit de disposer d'elle-même et de choisir les voies de son expansion économique et sociale* ». Pour Renard, c'est bel et bien « *tout ce que la FGTB propose et défend depuis des années* ». Et il s'adresse à Léo Collard et ses parlementaires pour un appel au secours : « *Nous n'en pouvons plus. [...] Et les députés assistent à des séances académiques sur la loi de malheur.* »<sup>49</sup>

Le dimanche 15 janvier, l'Action Commune Socialiste de Gand et celle d'Anvers annoncent la reprise du travail pour le lendemain, sans consulter les représentants syndicaux (qui dénoncent



la procédure antidémocratique). Dans les centres industriels wallons, la grève continue, mais la répression sévit et les gendarmes tuent un quatrième manifestant. Les bastions ouvriers les plus importants tiendront encore pendant quelques jours. Le jeudi 19 janvier, la FGTB du Centre décide la reprise du travail, « *sauf pour les métallos, qui reprendront si Liège et Charleroi en font autant. Et lorsqu'Andries, dirigeant régional de la FGTB, donne l'ordre de la reprise du travail, il fut chahuté.* »<sup>50</sup> L'Action commune de la région d'Alost envoie un camion de vivres au Borinage et le comité de grève d'Anvers collecte des vivres pour les camarades qui poursuivent la lutte à Charleroi.<sup>51</sup> Mais finalement, le samedi 21 janvier, le CCRW décide de « suspendre la grève » à partir du lundi. Dans une assemblée de la CGSP-Charleroi, la direction du syndicat fait recommencer cinq fois la votation, jusqu'à obtenir finalement une courte majorité pour la reprise du travail. Les métallos de cette ville votent à 53 % pour la reprise,

contre 41 % pour la continuité et 6 % d'abstentions.<sup>52</sup>

Dans beaucoup d'endroits, les travailleurs rentrent la tête haute, chantant l'Internationale. « *Car la grève elle-même, malgré l'absence de succès apparent, n'a pas été source de démoralisation, mais source de prise de conscience. [...] La démoralisation est venue par la suite. Elle fut le produit [...] de l'impuissance de renardisme à faire naître une gauche syndicale au niveau de toute la FGTB.* »<sup>53</sup>

La FGTB, par contre, voit en 2010 le fédéralisme comme une grande conquête : la grève « *aura ouvert des perspectives politiques nouvelles. Sous la double pression du fédéralisme wallon et du mouvement flamand, les structures institutionnelles du pays évolueront vers le fédéralisme.* »<sup>54</sup>

Les licenciements de « meneurs » et les mesures de revanche des patrons marqueront les esprits. A Glaverbell-Gilly, par exemple, où les travailleurs avaient « maintenu l'outil », le patron avait lui-même arrêté un four, ce qui lui donnait le prétexte pour mettre au

\* Cette réflexion est citée dans Combat du 21.7.1962, au lendemain de la mort de Renard, en précisant que « *c'est au cours de la grande grève de 1960-61 qu'André Renard a acquis la certitude que le chemin syndical qu'il suivait passait inévitablement par le fédéralisme* ».

chômage une partie des travailleurs au retour. Et il exigea, en plus, comme condition pour le rallumage du four, une baisse de salaire de 1 % et la signature de nouveaux contrats de travail avec perte d'ancienneté. Deux ouvriers, militants de *La Gauche* et des *Jeunes Gardes Socialistes* de Charleroi, Marcel Ouart, le vice-président, et Arthur Otte, le trésorier, qui avaient été à la base du débrayage dans cette verrerie le 20 décembre, étaient particulièrement visés.<sup>55</sup> Toutefois, la combativité est toujours là. Le 25 janvier, les cheminots de Charleroi repartent en grève pour empêcher les licenciements et d'autres sanctions prises contre les grévistes, avec succès.

« Eyskens a dû vider la Loi d'une partie de sa substance anti-ouvrière. Seul le chapitre fiscal – détestable, puisqu'il augmente les impôts indirects – sera sans doute appliqué. »<sup>56</sup> Le 14 février, la Loi unique est votée au Parlement par 115 voix contre 90, et une abstention. Le gouvernement Eyskens ne survit pas à la confrontation, mais c'est le PSB qui en tire profit. En avril 1961, il vient au secours des catholiques pour remplacer les libéraux dans le gouvernement et remettre le capitalisme sur les rails. Il fera passer une loi antigrève, sur le « maintien de l'ordre ». Et en mars 1966, il est remercié pour ses bons et loyaux services et les libéraux et les catholiques reviennent aux commandes.

Toutefois, les travailleurs reviennent à la charge, en particulier en Flandre, n'en déplaise à Renard. Le 27 janvier 1966, ils refusent la fermeture des mines de Zwartberg avec une grève très dure et l'occupation des mines, et sans

confiance dans leur syndicat.<sup>57</sup> Des milliers de mineurs wallons viennent manifester leur solidarité et la répression cause deux morts. La bourgeoisie a de nouveau besoin des socialistes pour canaliser les mécontentements. Et en 1968, Eyskens reprend service en coalition avec le PSB.

« La grève belge de 60-61 aura tout de même été une lutte exemplaire de la spontanéité des travailleurs, mais sans une direction révolutionnaire mûrie en leur sein, ceux-ci ne pouvaient remporter la victoire. »<sup>57</sup>

### Le retour au parlementarisme : le Mouvement Populaire Wallon

Un mois après la fin de la grève du siècle, Renard reprend le combat sur un tout autre terrain. Le 22 février 1961, Renard quitte la FGTB<sup>58</sup> et le CCRW créée, comme lieu de ralliement de milliers de travailleurs wallons, le *Mouvement Populaire Wallon* (MPW) « dont les objectifs essentiels, réformes de structure économique et fédéralisme, coïncidaient avec les positions qu'il avait défendues durant la grève ».<sup>58</sup> « Ce n'est ni un parti ni un syndicat, mais un groupe de pression. »<sup>59</sup> Entre-temps, Renard ne se prive pas de cumuler des mandats dans différents « Conseils » et autres « Comités de contrôle » issus des réformes de

\* Lors d'une manif, le 22 janvier 1966, les mineurs chantaient : « *Syndicaatje, syndicaatje / Slaapt gij nog, slaapt gij nog / ...* » (sur le ton de « Frère Jacques... »).

\*\* « Pour la FGTB, la grève aura des conséquences néfastes. Déçu par la tournure des événements, André Renard quitte (fin février 1961) la FGTB pour créer le *Mouvement Populaire Wallon* (MPW). » FGTB, La grève de '60-'61, o.c.

structure, version *Opération Vérité* du PSB. Il sera, entre autres, Régent à la Banque Nationale et Président du Conseil consultatif de la CECA.<sup>60</sup>

Il s'agit, en fait, de canaliser dans une voie parlementaire le mécontentement envers le PSB, en dépit du fait que Renard se refuse d'entrer en concurrence avec ce parti sur le terrain électoral. Afin de ratisser large, le MPW ne se gêne pas d'accueillir, par exemple, comme président du MPW de Saint-Gilles, Jean-Pierre Paulus, un personnage qui, lors de la grève générale, avait adressé une lettre à la gendarmerie pour la féliciter de son intervention.<sup>61</sup>

Le 15 avril 1961, le MPW réunit 15 000 manifestants à Liège, qui exigent « Renard au pouvoir », mais le chef, qui était découragé par un nombre de participants jugé faible, ne répond qu'avec

un bienveillant petit geste de la main. Le 28 janvier 1962, une assemblée « de 400 délégués de toutes les régions wallonnes » du MPW – dont « les seuls objectifs restent : fédéralisme et réformes de structure, objectifs qui, aujourd'hui moins que jamais, ne peuvent être dissociés » – constate une fois de plus que « sous prétexte d'unité, les dirigeants droitiers entendent imposer une structure syndicale qui condamne la classe ouvrière de Wallonie à subir en permanence la volonté de l'autre partie du pays ».<sup>62</sup> Après la mort de Renard (20 juillet 1962), André Genot devient le président du MPW et maintient le même cap fédéraliste, en opposition ouverte à la majorité de la FGTB et à Louis Major.<sup>63</sup>

En 1964, le MPW est expulsé du PSB, et à la veille des élections de mars 1968, il crée le *Rassemblement wallon* (RW) qui



s'unit deux mois plus tard avec le *Front Démocratique des Francophones* (FDF). Quand Eyskens déclare, le 18 février 1970, que « *l'Etat unitaire est dépassé par les faits* », le fédéralisme disparaît de l'agenda des travailleurs. Le RW obtient 20 % des voix en Wallonie en 1971, et il est finalement absorbé dans le giron libéral. \*\*

### Les Jeunes Gardes Socialistes, une intervention critique dans la direction de la grève...

Au moment de l'annonce du projet de la Loi unique (novembre 1959), les jeunes du PSB, organisés dans les *Jeunes Gardes Socialistes* (JGS),\*\*\* étaient surtout engagés dans des luttes antimilitaristes (contre l'OTAN) et anticoloniales (à un moment de la victoire de la révolution cubaine). Ils étaient parmi les organisateurs de la grande marche contre l'armement nucléaire du 10 avril 1960.<sup>64</sup>

\* « *L'Etat unitaire, tel que les lois le régissent encore dans ses structures et dans son fonctionnement, est dépassé par les faits. Les Communautés et les Régions doivent prendre leur place dans les structures rénovées de l'Etat, mieux adaptées aux situations spécifiques du pays.* » Voir X. Mabille - Histoire politique de la Belgique - CRISP, 1992, p.350

\*\* En 1972, le FDF, soutenu par le RW, forme un cartel électoral avec l'aile bruxelloise des libéraux (PLP-PVV), ce qui ne plaît pas aux libéraux flamands et provoque la scission du parti libéral unitaire en deux partis autonomes.

\*\*\* L'organisation des JGS date du 19e siècle. Des politiciens comme Paul-Henri Spaak y ont fait leur début d'activité politique. Entre 1945 et 1964, elle existait uniquement dans sa version francophone, son aile flamande, la SJW, n'ayant pas été reconstruite après la guerre. Voir la base de données ODIS, <www.odis.be/pls/odis/opacuvv.toon\_uvw\_2?CHK=or\_257>

Dans les années 1950, Ernest Mandel donnait des cours de marxisme aux JGS,<sup>65</sup> et les trotskystes de la Quatrième Internationale avaient fait de l'entrisme dans le PSB, et en particulier dans les JGS.\*\*\* A Liège, le fief d'André Renard, ils avaient obtenu quelques victoires dans cette lutte antimilitariste.<sup>66</sup>

A partir de décembre 1954, la tendance trotskiste au sein des JGS avait son propre hebdomadaire, *La Gauche / Links*, dirigé par Ernest Mandel.<sup>67</sup> Elle soutenait le programme de *Réformes de structure*, adopté par la FGTB en 1954 (dont Mandel fut un des rédacteurs). Les trotskystes étaient surtout présents en Wallonie, où ils soutenaient l'aile gauche de Renard dans la FGTB, ainsi que son programme fédéraliste. Et lors du Bureau National de Liège en mai 1959, ils y étaient devenus majoritaires.<sup>68</sup> Ils ne se privaient toutefois pas de critiquer opportunément la politique de Renard, et quand *La Gauche* publia un appel à une grève générale en soutien aux mineurs du Borinage en grève

\*\*\*\* La tactique de l'entrisme dans les partis de masses, et en particulier dans le Parti Communiste, fut décidée lors du 3e Congrès de la IVe Internationale en 1951, avec l'opposition du parti en France et de plusieurs partis en Amérique latine. Sa forme originale, maintenue jusqu'au bout par le dirigeant grec, Pablo, avait toutefois été rejetée par le parti de Mandel en Belgique, peu de temps après. Mais la tactique par rapport au PSB et aux JGS avait été maintenue. Voir à ce propos l'article de Georges Dobbeleer, *Ernest Mandel et le parti révolutionnaire du XXIe siècle* - 19.11.2005 ([www.ernestmandel.org/new/sur-la-vie-et-l-oeuvre/article/ernest-mandel-et-le-parti](http://www.ernestmandel.org/new/sur-la-vie-et-l-oeuvre/article/ernest-mandel-et-le-parti)). A l'époque, la tactique de l'entrisme était utilisée aussi dans d'autres partis de la IVe Internationale, comme en Argentine (dans le péronisme, de 1957 à 1964).

**LINKS** Eyskens  
buiten!

Voor een strijdend socialisme

SPECIALAAL NUMMER - 2 F

Eyskens wil de krachtproef met de arbeidersklasse aangaan  
BUIGEN OF BARSTEN! Er is geen andere keuze meer

**Daarom is het ordewoord:**

**Onmiddellijke  
Algemene Staking  
in gans Vlaanderen**

**Alle gewesten, alle sectoren,  
alle arbeiders in de strijd!**

Tot de ongelukswet ingetrokken wordt - Tot de  
socialistische structuurhervormingen afgedwongen zijn!

Het Nationaal Comité van het A.B.V.V. gaf de gewesten opdracht en volmacht om de  
staking tot het maximum uit te breiden. - Slechts een Nationaal A.B.V.V.-Congres  
zal over een eventuele werkhervatting beslissen!

Gemeenschappelijke Actie te Antwerpen:

**Groen licht voor oprichting van  
stakerscomité's in vakbondverband!**

en février 1959, Renard décida simplement d'interdire la publication de ce numéro (qui était alors imprimé sur les presses de *La Wallonie*, le quotidien de la Centrale des Métallurgistes, dirigée par le renardisme).

Quand les travailleurs commencent à se mobiliser contre la Loi unique, ces jeunes s'engagent à fond dans la bataille. Quand les communaux de la CGSP se mettent en grève, le 20 décembre, ce sont Edmond Guidé, un trotskyste des JGS aux ACEC à Charleroi, et quelques autres travailleurs actifs qui déclenchent le débrayage dans la sidérurgie liégeoise, ce qui ne plaît pas du tout à Renard, qui fera comparaître Guidé devant une commission de discipline syndicale au début de 1961.<sup>69</sup>

Et à partir du moment où la grève devenait carrément générale, ils vont avancer avec toutes leurs forces le mot d'ordre très pertinent de la *Marche sur Bruxelles*, ce qui va mener à la rupture avec *La Gauche* de la part de Renard, qui publie alors son propre journal, *Combat*.

### ... et le bilan des trotskystes.

La fin de la grève donne lieu à un certain désarroi dans les rangs des trotskystes.

Dans un premier temps, Ernest Mandel maintint toute sa confiance dans la politique renardiste et le MPW. Il avait une grande estime pour « *le camarade Renard* » qui, selon lui, était considéré par la bourgeoisie « *comme une menace permanente pour son système* ». <sup>70</sup> Sa mort était « *la perte d'un grand ami* ». <sup>71</sup> Selon Mandel, « *André Renard, chair de la chair de notre classe, ne cessa jamais de penser en termes de classe, de se sentir un avec la classe laborieuse, d'incarner ses espoirs et ses rêves les plus audacieux* ». <sup>72</sup>

Pour Mandel, les *Réformes de structure* étaient l'affirmation du socialisme contre le capitalisme : « *à la place de "solutions" capitalistes de régression sociale, les solutions socialistes de réformes de structure* ». <sup>73</sup> Et il défendait résolument le fédéralisme wallon. En novembre 1961, sous prétexte du retard économique de la Wallonie, il préconise – avec un brin de chauvinisme – un « *Etat fédéré wallon [... pour lequel], ses intentions étant grandes et les moyens petits, il lui faudra créer un autre style. Mais la route difficile, dure, rationnelle, intransigeante, honnête, peut être une route exaltante. Qui ne serait fier d'être Yougoslave ou Israélien ? Qui ose être fier d'être belge ?* »

*Nous pourrions peut-être un jour être fiers d'être Wallons.* »<sup>74</sup> (Le Chant des Wallons, entonné lors des Congrès du MPW, commence par « *Nous sommes fiers de notre Wallonie* ».) Il avait eu un peu de mal à faire partager cet enthousiasme dans son parti. « *Ce ne fut qu'en juin 1961 que l'assemblée générale des coopérateurs de La Gauche se prononça en faveur du fédéralisme, lié aux Réformes de structure. Le journal flamand Links resta longtemps beaucoup plus réticent.* »<sup>75</sup>

Mandel maintint la politique d'entrisme dans le PSB jusqu'à l'expulsion du MPW de ce parti en 1964 (qui entraîna évidemment l'exclusion du courant autour de *La Gauche*). Il justifiait cette tactique par le fait que « *dans l'absence d'un parti révolutionnaire de masse, abandonner un parti traditionnel signifie 99 fois sur 100 retomber dans l'apoliticisme et la passivité. C'est donc une expression de démoralisation et non pas un progrès de conscience.* »<sup>76</sup>

Sur ce point, il n'y avait pas de consensus. La question de la rupture avait été discutée déjà en 1962,<sup>77</sup> et plusieurs militants de première ligne des JSJ dans la grève ont manifesté plus tard que la rupture aurait dû avoir lieu quand le PSB entra au gouvernement en 1961.<sup>78</sup>

Vingt ans plus tard, des camarades de Mandel seront bien plus critiques aussi sur d'autres thèmes. « *En se rabattant sur des solutions de rechange (telles que le fédéralisme, sans préciser la nature de*

*classe de "l'Etat wallon", et la création du MPW) avant la fin de la grève, Renard faisait, en fait, le jeu de Major, l'aile droitière de la FGTB nationale.* »<sup>79</sup>

Puis d'autres vont se demander : « *Le repli sur soi de la FGTB wallonne était-il la bonne réponse à l'obstacle de la CSC, qui organisait la majorité des syndicalistes flamands ?* » Et d'autre part, concernant les réformes de structure, « *ce mot d'ordre a toujours été ambigu : réformes néocapitalistes, pour moderniser le système ? Ou réformes anticapitalistes ? André Renard lui-même incarnait l'ambiguïté puisqu'il était membre du Comité de contrôle du gaz et de l'électricité, un instrument de gestion typiquement néocapitaliste.* »<sup>80</sup>

Mandel aussi aura une vision plus nuancée, vingt ans après la grève : « *André Renard a joué à l'apprenti sorcier, le renégat Périn\*\* se chargeant de poursuivre l'opération de reconquête d'une majorité bourgeoise durable en Wallonie jusqu'au bout.* » Le courant de Renard « *n'avait pas de perspectives politiques d'ensemble. Il était obsédé par l'idée d'une majorité parlementaire de gauche en Wallonie. Il croyait que la majorité catholique flamande bouchait toute possibilité de percée vers le socialisme dans ce pays. Il détourna, pour cette raison, le formidable sursaut de lutte ouvrière anticapitaliste vers l'objectif fédéraliste. [...]* Il espérait arriver au socialisme par deux étapes : celle du fédéralisme d'abord ; celle du renouveau industriel wallon en-

*suite. Il combinait de ce fait les faiblesses du syndicalisme "pur" avec des illusions électoralistes d'origine sociale-démocrate, le tout arrosé d'une bonne dose de chauvinisme wallingant.* »<sup>81</sup>

## Epilogue

Cette expérience d'entrisme a donc donné lieu à une crise importante dans la section belge de la IVe Internationale. Ses militants dans les JGS ont repris leur lutte antimilitariste vers la fin de 1961.<sup>82</sup> Et à partir de 1962, les trotskystes affichent clairement leur affiliation à la IVe Internationale avec la publication trimestrielle de *Lutte de classes*. Mais finalement, beaucoup de camarades sont « rentrés chez eux » et ont abandonné le militantisme, et il y en a même qui ont mis leur expérience dans la grève au service de la bourgeoisie. Des 2500 membres des JGS au moment de l'exclusion, il n'en restait finalement que quelques centaines.<sup>83</sup> Les combattants les plus ardues dans cette grève ont toutefois continué sans relâche la lutte, en dépit d'une certaine dispersion et parfois des choix différents dans les organisations trotskystes."

\* Ernest Glinne, un des fondateurs de La Gauche, où il écrivait encore dans l'édition du 28.01.1961, est devenu bourgmestre de Courcelles en 1965 et ministre de l'Emploi et du Travail en 1973.

\*\* Gustave Dache, dont nous avons cité le livre sur la grève, a abandonné le courant de *La Gauche* en 1962, non sans une certaine rancœur, pour adhérer à la tendance de Posadas, un dirigeant trotskiste argentin. En juillet 1962, il a fondé, avec d'autres camarades, la section belge de ce courant, le Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste (POR-T), qu'il a toutefois quitté trois ans plus tard, en désaccord avec les thèses de Posadas concernant la « régéné-

André Henry, à l'époque jeune militant des JGS de la verrerie de Gilly, dirigea les luttes dans le secteur verrier dans les années 1970, où il a été le promoteur de la formation de comités de grève et leur centralisation régionale, appliquant les expériences acquises lors de la grève : « *Les couches jeunes ont renoué spontanément avec les formes suprêmes d'organisation du passé – les comités de grève interprofessionnels, réunissant tous les jours des assemblées de grévistes – qu'on n'avait plus connus dans notre pays depuis 1936.* »<sup>84</sup> Gilbert Leclercq fut le principal dirigeant national de la grève du secteur de la construction en 1982. Georges Dobbeleer – délégué de la section belge de la IVe Internationale à son Congrès de décembre 1960 – fit adopter la revendication de l'école unique au Congrès national de la CGSP-enseignement en 1982. Pour n'en citer que quelques-uns.<sup>85</sup>

Les JGS participeront activement à la grève des mineurs du Limbourg de janvier 1970, et un regroupement aura finalement lieu en 1971, avec la création de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT/RAL) – « *résultat de la fusion de la gauche anticapitaliste du mouvement ouvrier socialiste et de nouveaux groupes radicalisés dans la jeunesse* »<sup>86</sup> – qui se constitue explicitement comme section belge de la IVe Internationale. Le parti devient Parti ouvrier socialiste / Socialistische arbeiderspartij (POS/SAP) en 1984, et en 2005, le POS adopte le nom de son homologue de France, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), sans changement dans le SAP.

rescence partielle » du stalinisme. Voir G. Dache, o.c., chap. XIV.

\* Le PSB créa alors une nouvelle « organisation des jeunes » pour les francophones, le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS). <<http://www.jeunes-socialistes.be/>> La tendance autour de La Gauche gardait le nom des JGS.

\*\* François Périn était un collaborateur de Renard, actif dans la fondation du MPW, qui lança en 1964 le Parti wallon, précurseur du Rassemblement wallon (RW).



Le premier numéro de *Mijnwerkersmacht*, édité par les militants du SVB en mars 1970, fête la victoire de la grève des mineurs au Limbourg

qui détruirait tous les pouvoirs. C'était la première idéologie. C'était très beau et idéaliste, mais c'était en fait un peu à côté de la plaque. On le présente souvent maintenant comme si on avait trouvé cela dans Marx, mais personne n'avait lu quoi que ce soit de Marx ou de Lénine. »

<sup>87</sup> C'était pendant les vacances scolaires de 1966. Le « nous » se réfère à Ludo Martens, alors âgé de 20 ans et rédacteur en chef de *Ons Leven*, la publication des étudiants de la KUL, Paul Goossens (23 ans), président du *Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond*, et quelques autres camarades. Le 5 juin 1967, ils vont créer le *Studentenvakbeweging* (SVB) qui s'investit à fond pendant cinq semaines dans la grève de Ford-Genk d'octobre 1968, puis dans la grève des mineurs au Limbourg en janvier 1970, cette fois en compagnie des camarades des JGS qui, pour les camarades du SVB, étaient scotchés au PSB. « Depuis 1968, les différents groupes trotskistes ont été capables de jeter des milliers de jeunes potentiellement révolutionnaires dans les bras de la social-démocratie. »<sup>88</sup>

Cette absence relative d'un parti trotskiste organisé, dans la deuxième moitié des années 1960, a laissé le terrain libre au développement d'AMADA, le précurseur du PTB. « Nous avons commencé à penser aux travailleurs. Nous avons formulé des textes théoriques, sur un système qui devrait être au service des travailleurs, qui les mettrait en premier lieu,

## Références

- 1 Ataulfo Riera, dans *La Gauche* de novembre-décembre 2010.
- 2 Voir la brochure de la LCT *La Crise institutionnelle belge*, § 2.1 (sur le site de la LCT, onglet *Théorie*).
- 3 Les points cités dans l'encadré sont copiés d'un article de *La Gauche* du 28 janvier 1961.
- 4 *Syndicat* du 30.10.1954.
- 5 *Syndicat*, 8.5.1954
- 6 Voir le témoignage de Lucien Perpette, alors délégué syndical SETCa à Cockerill, dans *La Gauche* de janvier 2001.
- 7 Voir G. Dobbeler, dans *La Gauche* de novembre-décembre 2010.
- 8 Une image vive de la Grève de siècle, reproduisant des documents de l'époque, est donnée dans un documentaire de 1991 (43 minutes) de Jean-Christophe Yu, 60-61, *La Grève*, disponible sur <[www.youtube.com/watch?v=LjzVXuKm3wY](http://www.youtube.com/watch?v=LjzVXuKm3wY)>. Pour un récit du déroulement de la grève générale, jour par jour, voir Gustave Dache, *La grève générale insurrectionnelle et révolutionnaire de 1960-61*. Ed. Marxisme.be, 2010, chap. 4. Au cinquantenaire de la grève, la LCR a publié un supplément au n° 50 de *La Gauche* (novembre-décembre 2010) avec des témoignages de protagonistes et des articles parus dans *La Gauche* de l'époque. Elle a publié aussi un recueil, avec des articles sur le thème parus dans *La Gauche* et une étude de Mandel publiée dans *Les temps modernes*, que l'on peut télécharger en PDF de <[www.lcr-la-gauche.be/cm/pdf/cahiers/60-61.pdf](http://www.lcr-la-gauche.be/cm/pdf/cahiers/60-61.pdf)> A cette occasion, une critique du livre de Dache a été publiée par des militants de la LCR, actifs dans la grève de 1960-61. Voir A. Henry, L. Perpette, G. Leclercq, G. Dobbeler, *Comment Gustave Dache réécrit l'histoire de la grève de 60-61*. Disponible aussi en PDF sur le site de la LCR. A l'occasion de son congrès statutaire de juin 2010, la FGTB a édité une brochure copieusement illustrée sur cette grève, *La grève de '60-'61*, en collaboration avec l'Amsab-Institut d'Histoire Sociale.
- 9 George Bohy, chef de groupe du PSB à la Chambre, début décembre 1960. Ces propos sont une réponse à une question posée par un militant de la JGS. Voir G. Dache, o.c., p.164
- 10 Témoignage d'Eyskens, qui se rappelle, 25 ans plus tard, les « nombreux contacts qu'il avait tout le temps avec le PSB », dans *La Nouvelle Gazette de Charleroi*, 19.12.1985. Cité par G. Dache, o.c., p. 319
- 11 Voir G. Dobbeler, dans *La Gauche* de novembre-décembre 2010.
- 12 Cité par G. Dache, o.c., p. 57
- 13 Entretien avec Robert Dussart, des ACEC, dans *La Gauche* du 7.1.1961
- 14 Voir André Henry dans *La Gauche* de novembre-décembre 2010
- 15 Voir le témoignage de Lucien Perpette dans *La Gauche* de janvier 2001.
- 16 Voir Pierre Struyen dans *La Gauche* du 21.1.1961
- 17 Marcel Deneckere dans *La Gauche* du 21.1.1961.
- 18 Voir G. Dache, o.c., p. 69
- 19 Voir G. Dobbeler, dans *La Gauche* de novembre-décembre 2010.
- 20 Annales parlementaires, Chambre des représentants, 21.12.1960. Cité par G. Dache, o.c., p. 64
- 21 La Libre Belgique, 24.12.1960, cité par G. Dache, o.c., p. 76
- 22 Témoignage dans *La Nouvelle Gazette de Charleroi*, 19.12.1985. Cité par G. Dache, o.c., p. 319
- 23 Cité par G. Dache, o.c., p. 71
- 24 Cité par G. Dache, o.c., p. 76
- 25 Cité par G. Dache, o.c., p. 166
- 26 Procès-verbal de la réunion du Gouvernement, cité dans <[www.larevueetoudi.org/fr/story/une-th%C3%A8se-in%C3%A9dite-sur-60-61](http://www.larevueetoudi.org/fr/story/une-th%C3%A8se-in%C3%A9dite-sur-60-61)>
- 27 *Le Soir*, 6.1.1961
- 28 Témoignage d'Eyskens dans *La Nouvelle Gazette de Charleroi*, 19.12.1985.
- 29 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, 28.3.1935 (chap.2 du recueil *Où va la France ?*). Nous soulignons.
- 30 On a comptabilisé 3750 sabotages, qui étaient aussi une riposte aux briseurs de grève. Voir D. Horman dans *La Gauche*, 29.5.1980.
- 31 Voir G. Dobbeler, 60-61 : il y a 40 ans, dans *La Gauche* de janvier 2001

- 32 L. Trotsky, *L'ILP et la Quatrième Internationale*, 18.09.1935
- 33 Le texte est reproduit dans G.Dache, o.c., p. 94. .
- 34 Déclaration du président de la FGTB-Charleroi à une délégation de syndicalistes français, citée par G. Dache, o.c., p. 64
- 35 G. Dache, o.c., p. 73. Nous soulignons.
- 36 *Le Soir* 1.1.1961
- 37 *La Cité*, 31.12.1960
- 38 *La Dernière Heure*, 31.12.1960
- 39 G. Dache, o.c., p. 111-112
- 40 Voir D. Horman, 60-61 : *Vingt ans après la dernière grève générale*, dans *La Gauche*, 29.05.1980.
- 41 *La Gauche*, 17.12.1960
- 42 *Journal de Charleroi*, 31.12.1960
- 43 G. Dache, o.c., p. 125
- 44 Voir G. Dobbeler dans *La Gauche* de novembre-décembre 2010. Les numéros de *Combat* sont disponibles en PDF sur le site <ftp://digital.amsab.be/pubs\_serials/Combat\_1961-1992>
- 45 « *Sire, Vous rénez sur deux peuples. Il y a en Belgique des Wallons et des Flamands.* »
- 46 *Le Peuple*, 7.1.1961
- 47 *Combat*, 19.1.1961.
- 48 G. Dache, o.c., p.140
- 49 *Le Monde*, 14.1.1961
- 50 Emile Van Ceulen dans *La Gauche* du 28.01.1961.
- 51 Voir Marcel Deneckere dans *La Gauche* du 21.01.1961.
- 52 G. Dache, o.c., p.168
- 53 E. Mandel, *20 ans après '60-'61 : L'actualité du socialisme*, dans *La Gauche*, 18.12.1980
- 54 Note du 29.11.2010 sur le site de la FGTB.
- 55 Voir *La Gauche* 18.02.1961 où Marcel Ouart dénonça ces licenciements abusifs « pour faits de grève », avec la complicité de la direction syndicale. (Cité par G. Dache, o.c., p. 258)
- 56 Editio de *La Gauche* du 28 janvier 1961
- 57 G. Dobbeler, *60-61 : il y a 40 ans*, dans *La Gauche* de janvier 2001
- 58 *Combat*, 21.2.1962, le numéro qui annonce la mort de Renard.
- 59 *Combat*, 20.08.1964
- 60 Ces «  *multiples fonctions et honneurs* » sont mentionnés dans *Combat*, 21.2.1962.
- 61 G. Dache, o.c., p.279
- 62 *Combat*, 1.2.1962 (un numéro spécial, édité pour l'occasion)
- 63 Voir Jacques Yerna, alors éditeur responsable de *La Gauche*, dans *Combat* du 29.12.1962. L'auteur dit que, lors du Congrès de la FGTB de 1962, Major «  *a proclamé publiquement sa foi dans la démocratie parlementaire et dans le PSB [... et] a été jusqu'à affirmer que le capitalisme à l'état pur avait cessé d'exister en Belgique* ».
- 64 Voir G. Dobbeler, dans *La Gauche* de novembre-décembre 2010.
- 65 Voir Ataulfo Riera, *La Gauche*, octobre 1995 <http://www.ernestmandel.org/fr/surlavie/txt/dernier\_hommage\_a\_ernest\_mandel.htm>
- 66 Voir G. Dobbeler, *60-61 : il y a 40 ans*, dans *La Gauche* de janvier 2001.
- 67 Les JGS avaient leur propre publication, *Jeunesse Nouvelle* de 1948 à 1950 et *La Jeune Garde* de 1953 à 1964. Voir ODIS, o.c.
- 68 Quelques noms de ce Bureau National sont cités par G. Dache, o.c. p.299. Voir aussi ibidem p.34
- 69 Voir G. Dobbeler, *60-61 : il y a 40 ans*, dans *La Gauche* de janvier 2001.
- 70 *La Gauche*, 14.1.1961
- 71 *La Gauche*, 3.8.1962
- 72 *La Gauche*, 3.8.1963
- 73 E. Mandel, *La grève : bilan et perspectives*, dans *La Gauche*, 28.01.1961.
- 74 E. Mandel, *Le rapport économique du MPW*, dans *La Gauche* 8.11.1961
- 75 Guy Desolre, ancien membre du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale, dans *La Gauche*, septembre 1995, un numéro spécial à l'occasion de la mort de Mandel (20.07.1995). <www.ernestmandel.org/fr/surlavie/txt/lagauchespecial/desolre.htm>
- 76 *Lutte de classes* n°3, avril 1963 (cité par G.Dache, o.c., p. 330).
- 77 Voir Guy Desolre, o.c.
- 78 Voir A. Henry, L. Perpette, G. Leclercq, G. Dobbeler, o.c.
- 79 D. Horman, o.c.
- 80 Frank Slegers, *60-61 : La grève du siècle, La Gauche*, janvier 2001.
- 81 E. Mandel, *20 ans après '60-61 : L'actualité du socialisme*, dans *La Gauche*, 18.12.1980.
- 82 Fin octobre 1961, la célébration du 40e anniversaire du « fusil brisé », le symbole de cette lutte, réunit 6 000 manifestants à La Louvière.
- 83 Voir ODIS, o.c.
- 84 E. Mandel, *La grève : bilan et perspectives*, dans *La Gauche*, 28.01.1961.
- 85 Voir A. Henry, L. Perpette, G. Leclercq, G. Dobbeler, o.c.
- 86 Voir <www.ernestmandel.org/fr/biografie/index.htm>
- 87 Interview avec Ludo Martens et Paul Goossens dans Jos De Man, *Het gevecht met de mammon*, 1968, cité dans *Kwarteeuw mei '68*, une rétrospective publiée en 1993 par Ludo Martens et Kris Merckx. <www.npdoc.be/Martens-Ludo-Merckx-Kris/Martens-Ludo-Merckx-Kris.htm#1>
- 88 Ludo Martens, avec la collaboration de Nadine Rosa Rosso, *Le parti de la Révolution*, 1996. Point 2 de l'introduction.



